

Conférence sociale mensuelle publique de l'IAJP du 20 avril 2017

« L'administration et la société béninoise au travail à l'ère du nouveau départ »

L'administration béninoise n'est pas encore rentrée en gare, dans la gare du "Nouveau départ". En ce qu'elle n'a pas encore fait l'objet d'une réforme systématique. Mais elle n'a pas moins bénéficié, depuis, de l'attention du nouveau régime. Un seul exemple : l'annulation des résultats des examens et concours des derniers mois de gestion de l'ère Boni Yayi. Des examens et concours estimés frauduleux. Un signal fort, sans nul doute.

En attendant l'ouverture d'un chantier "Administration béninoise" pour des réformes profondes et salutaires, penchons-nous, ici, sur l'existant. Le connaître, le saisir à travers la vision projetée, la mission assignée, le fonctionnement au quotidien et l'idée que s'en fait le citoyen-client pourrait mieux disposer à le changer. La finalité, c'est d'appeler l'Etat à mieux servir le citoyen, à insuffler aux populations ce "supplément d'âme" indispensable dans la promotion de tout vrai développement. Qui a dit qu' "Il n'est de développement que d'homme" ?

La présente communication s'articule autour des points ci-après :

I - L'administration : dans la vision d'une idée de l'Etat

II - L'administration : dans le quotidien d'une mission de service public

III - L'administration : dans le regard de l'usager

IV - L'administration : dans les résolutions à prendre, pour des raisons de croire et d'espérer.

I - L'administration : dans la vision d'une idée de l'Etat

- L'administration est chargée d'assurer l'application des lois et des actes réglementaires ainsi que la bonne marche des services publics de notre pays.

- L'administration est appelée à faire aboutir les objectifs globaux et sectoriels du gouvernement, agissant ainsi comme le bras armé de l'Etat dans ses missions régaliennes, économiques, culturelles, sociales...

- L'administration est portée par un concept clé, le concept du service. Ce qui fait du service la raison d'être de l'administration. Servir les citoyens. Rendre service à l'ensemble de la communauté nationale.

II - L'administration : dans le quotidien d'une mission de service public

- L'administration, en décembre 2015, comptait 73 000 agents. Cette communauté professionnelle est composée de cadres de conception, de cadres moyens et d'agents subalternes. Ce chiffre est obtenu suite au reversement dans l'administration, en 2010, d'agents contractuels de l'Etat, ceci à hauteur de 30 000 personnes (Source : Conseil des ministres du 17 janvier 2017).

- L'administration évolue dans un environnement professionnel marqué par la pénurie en ressources humaines. A titre illustratif, les besoins en personnel exprimés par 10 ministères pour la période 2016-2019 s'établissent à 110 765 agents à recruter (Source : Conseil des ministres du 17 janvier 2017).
- L'administration, dans ces conditions, n'a pas toujours les moyens des missions qui lui sont confiées. Aussi, les agents chargés de l'animer ne se sentent-ils pas très motivés pour offrir des services de qualité et dans l'intégrité.
- L'administration est ainsi sujette à une routine rampante peu favorable à l'audace et à la créativité. De manière plus claire, les agents de l'Etat pensent que les conditions de vie et de travail qui leur sont offertes les placent bien en dessous des performances exigées d'eux, bien en deçà des seuils de résultats attendus d'eux.
- L'administration est encore sous la tutelle de chefs qui ne projettent pas toujours l'image rassurante de modèles positifs à suivre ou d'exemples édifiants à imiter.
- L'administration, au total, repose sur une communauté professionnelle constamment tiraillée entre les exigences d'une mission dont elle n'a pas souvent une vision claire, faute d'une culture administrative suffisante et les impératifs de la survie au quotidien.
- L'administration, par ce fait, ne peut offrir à cette communauté les moyens pour qu'elle se concentre sur son sujet, donne le meilleur d'elle-même au service d'un idéal national, au bénéfice de ceux qu'elle est censée servir.

III - L'administration : dans le regard de l'utilisateur

- L'administration, dans le regard de l'utilisateur, est gangrenée par le clientélisme sous toutes ses formes, les pratiques du quota qui tiennent davantage du passe-droit que de facteurs liés à la compétence ou au mérite.
- L'administration, dans le regard de l'utilisateur, est minée par la politisation à outrance qui génère des pratiques ethno-régionalistes, la confusion entre les fonctions techniques et les fonctions politiques, l'instabilité des agents pris dans le tourbillon des raisons qui n'ont souvent rien à avoir avec la raison d'être du service public.
- L'administration, pour l'utilisateur et sous ces différents aspects, est aux mains d'agents de l'Etat qui sont plus au service des partis politiques et autres lobbies qu'au service de leurs concitoyens.
- L'administration, de ce point de vue, est essentiellement de type patrimonial. Elle se nourrit de maux multiples : prébendes, rentes affairistes, concussion, népotisme, favoritisme, clientélisme, détournements de fonds, trafic d'influence, conflits d'intérêts, rémunération de services licites ou illicites, tricheries dans le recrutement du personnel, restitution différée des versements perçus, falsification des procédures d'enquêtes internes, interventions politiques illégales, délits d'initiés, versements de ristournes aux responsables dans la passation des marchés, tricherie dans les contrôle de qualité...
- L'administration, au total, ainsi vue et appréciée par l'utilisateur, est au cœur d'une triple crise.

➤ *D'une part, une crise de légitimité* dont l'expression la plus achevée est le divorce entre l'administration et le citoyen. Ce dernier se sent, au départ et a priori, gruger : il est mal

accueilli, il est maltraité, il est mal servi et il doit, qui plus est, payer les services qu'il demande.

- ***D'autre part, une crise d'effectivité***, avec la non application des textes et des dispositions réglementaires qui n'engagent personne, parce que réduits en des "papiers" inutiles jetés aux oubliettes.
- ***Enfin, une crise d'efficacité*** (faire ce qu'il faut) ***et d'efficience*** (le faire comme il faut) marquée par l'incurie généralisée de l'administration, à travers les hommes (incompétence, désintérêt et manque d'engagement), à travers les moyens (pénurie, vol, gaspillage), à travers les procédures (conservatisme, absence d'inventivité et de créativité), toutes choses qui entraînent pour l'administration des coûts énormes de fonctionnement.

IV - L'administration : dans les résolutions à prendre, pour des raisons de croire et d'espérer

- L'administration doit se donner pour socle l'Etat de droit. Cela appelle la loyauté aux institutions républicaines, la compétence, la performance, la transparence, le mérite et des valeurs éthiques. On peut citer, sous ce rapport, le respect de l'intérêt général, l'équité dans le partage des responsabilités publiques, l'impartialité dans les prises de décisions, l'application des textes, l'obligation de rendre compte, la coopération entre différentes administrations.

- L'administration doit s'engager à faire de son principal animateur qui est l'agent de l'Etat un citoyen qui milite pour une amélioration constante de la gestion publique. D'une part, en s'investissant à faire des réformes suivantes une réalité : redéfinition des missions de l'administration, redéfinition de la notion de service public, avec des obligations de transparence et d'ouverture, réorganisation des organismes d'Etat, rationalisation de leur gestion, formation des ressources humaines en vue d'une meilleure prestation de service. D'autre part, en s'investissant à faire accepter que ces réformes soient accompagnées de mesures techniques, entre autres informatisation du fonctionnement des services administratifs, mise en place de textes clairs et connus de tous sur le recrutement et la formation du personnel du service public, renforcement des systèmes de contrôle par le renforcement du système comptable et des moyens de contrôle, recours à des vérificateurs extérieurs, imposition du bilinguisme français/anglais, introduction progressive de nos langues nationale...

- L'administration, prenant en compte que l'homme est l'alpha et l'oméga de tout développement, doit valoriser l'agent de l'Etat en l'équipant de trois armes majeures :

- ***D'abord, sa formation initiale, sa formation continue et sa formation spécialisée*** doivent être de qualité. Ce qui doit incliner l'agent de l'Etat à avoir une claire vision de sa mission, le sens de la grandeur de l'Etat ainsi que le sens du service public.
- ***Ensuite, sa compétence professionnelle*** doit être assise sur les connaissances spécialisées ainsi que sur son expérience des être et des choses.
- ***Enfin, les valeurs éthiques, morales et déontologiques*** à défendre et à illustrer chaque jour, afin d'asseoir une conscience civique et patriotique. Il est entendu que ***"Science sans conscience n'est que ruine de l'âme"***.

Jérôme CARLOS

Cotonou, le 20 avril 2017